

---

*Histoire du droit public, de l'Ancien Régime à nos jours*

## **Histoire du droit public, de l'Ancien Régime à nos jours**

Conférences des années 2012-2013 et 2013-2014

**François Monnier**

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1739>

DOI : 10.4000/ashp.1739

ISSN : 1969-6310

### **Éditeur**

École pratique des hautes études. Section des sciences historiques et philologiques

### **Édition imprimée**

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 230-231

ISSN : 0766-0677

### **Référence électronique**

François Monnier, « Histoire du droit public, de l'Ancien Régime à nos jours », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 146 | 2015, mis en ligne le 05 octobre 2015, consulté le 04 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1739> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1739>

---

## HISTOIRE DU DROIT PUBLIC, DE L'ANCIEN RÉGIME À NOS JOURS

Directeur d'études : M. François MONNIER

Programme de l'année 2012-2013 : *Existe-t-il un État dans la France d'Ancien Régime ?* (suite).

La conférence a continué à rechercher les contours de l'État de l'ancienne France et à considérer l'image que les philosophes, les moralistes et les théoriciens ont tenté d'en donner : cette image est-elle une simple vue de l'esprit ou se rapproche-t-elle tant soit peu de ce que l'on appelle l'État moderne ? Et d'abord, quelle sorte de construction les étatistes ont-ils tenté de faire émerger des guerres civiles, de l'insécurité et des difficultés inhérentes à la guerre ?

Assurément un État autoritaire, qui correspond assez exactement à ce que Richelieu s'est efforcé d'édifier. Mais entre l'ordre nouvellement recherché et la réalité de la construction l'écart est assez considérable. Il n'a guère fallu aller creuser bien loin pour pointer les désordres, les dysfonctionnements, enfin tout ce qui n'allait pas dans cet État en construction et sanctifié sous Louis XIV : organisation institutionnelle, exercice du pouvoir, accaparement privé de l'intérêt public, politiques claniques des dynasties ministérielles, cumuls des fonctions de gouvernement, oppositions parfois irraisonnables des contre-pouvoirs (cours souveraines, états provinciaux, corps de ville), arbitraire fiscal, anarchie administrative, judiciaire, financière, monétaire, militaire, maritime (comment une armée et une marine peuvent-elles fonctionner correctement sans états-majors ?), manque de cohérence des ministères, liens consanguins entre maîtres des requêtes et intendants avec les traitants, piège des offices, qui a pourri l'administration, déficits publics, mise en coupe réglée de l'État par la famille royale, corruption, inefficacité des organes de contrôle... La liste – véritable inventaire à la Prévert – est sans fin des dysfonctionnements d'un État pourtant célébré pour son autorité et sa prétendue efficacité.

En fait, toutes ces questions, trop rapidement abordées, laissent perplexe. Elles sont autant de pistes de recherche qu'il faudra approfondir pour parvenir à une réévaluation concluante de l'État d'Ancien Régime.

---

Programme de l'année 2013-2014 : *Existe-t-il un État dans la France d'Ancien Régime ?* (suite).

Dans notre enquête au long cours sur l'État d'Ancien Régime (c'est la troisième année que nous nous y consacrons), nous nous sommes intéressés à la question de la morale politique, de la morale de gouvernement, c'est-à-dire à la morale applicable aux politiques, aux gouvernants, princes et ministres, comme aux gestionnaires, magistrats, officiers et commissaires, dans les premières décennies du xvii<sup>e</sup> siècle.

C'est évidemment une variation par rapport à notre enquête principale, qui va nous conduire, pour deux ou trois années, à interroger des politiques, des moralistes et des théologiens de toutes couleurs, et parmi eux de nombreux jésuites, mais aussi un certain nombre de porteurs d'une contre parole, soit pour l'essentiel des « libertins ».

L'exploration n'est guère aisée : elle revient à tenter une théorie des devoirs d'État de ceux qui s'occupent de la chose publique au xvii<sup>e</sup> siècle, en gros de Pierre Charron et Guillaume Du Vair au père Crasset – nous verrons par la suite s'il faut étendre encore notre enquête –, une théorie morale qui semble particulièrement développée chez les jésuites, ce qui explique la position privilégiée que nous leur réservons. Les politiques et les moralistes ne sont pas notre seule cible, mais aussi les magistrats et les conseillers du roi, au sens large du terme, qui travaillent tant à Paris que dans le reste du royaume, gens de cour, intendants, commissaires et officiers, puisqu'ils ne sont pas seulement destinataires de cette morale, mais aussi des acteurs, qui participent à son élaboration.

Naturellement, les Français n'ont pas été seuls à réfléchir à ces questions : celles-ci se posaient dans l'Église au sens large du terme, et pas seulement au Saint-Siège, mais aussi dans l'autre grande monarchie de l'époque, l'espagnole, comme dans l'Empire, et, dans une moindre mesure en Angleterre. C'est dire que nous serons conduits, par la suite, à élargir notre enquête au-delà de nos frontières.

Cette année, nous avons fixé notre choix sur trois personnalités, qui ont publié de gros ouvrages à des dates voisines : un diplomate, grand serviteur de l'État et doté d'une solide expérience, proche de Richelieu, sans pour autant être dans sa mouvance, Philippe de Béthune, qui nous a laissé un gros livre, *Le Conseiller d'État ou Recueil général de la politique moderne* (1633), sur lequel nous sommes passés rapidement pour l'avoir déjà longuement étudié à la conférence ; un universitaire injustement méconnu, professeur de droit, d'abord à Orléans, puis à Toulouse, et donc éloigné des cercles du pouvoir parisien, auteur de deux livres de *Disputes de droit public et de droit privé* (1598) et qui, surtout, a publié *Les Politiques* (1630), ouvrage qui enseigne « tout ce qui est nécessaire pour bien obéir et bien commander en toutes les formes du gouvernement » ; enfin, Nicolas Caussin, père jésuite, théologien moraliste, confesseur de Louis XIII, qui a offert à la noblesse de cour une vaste encyclopédie apologétique, *La Cour sainte* (1624), tout à la fois manuel de morale, traité de psychologie à l'usage des gens du monde, livre des passions et somme édifiante, qui a été fort lu en son temps et qui exhorte les gouvernants à renouer avec les valeurs chrétiennes.

Trois points de vue qui convergent dans leur plaidoyer pour la réforme de l'État et la restauration de l'autorité, mais qui divergent sur les moyens à employer pour y parvenir, ceux d'un « politique » avec Béthune, ceux d'un libertin érudit pour Cabot et ceux d'un contre-réformiste pour le père Caussin. On ne peut entrer ici dans le détail, mais l'ensemble de ces explorations formeront le fonds d'un ouvrage futur.